

Evreux, le 14 janvier 2015,

**Lettre ouverte**  
**à Monsieur l'Administrateur**  
**Général des Finances Publiques de l'Eure**

Monsieur le Directeur,

Vous m'avez conviée en qualité de représentante du personnel et secrétaire départementale de Solidaires Finances Publiques à la présentation de vos vœux pour cette nouvelle année 2015. Dans le contexte actuel, au nom de la section, je me dois de décliner votre invitation.

En effet, dès notre première entrevue, vous avez insisté sur l'importance du dialogue social, votre attachement à la santé des agents, tout en précisant que votre mission était de faire les réformes demandées par la Direction Générale et Bercy en tenant compte des suppressions d'emplois que vous considérez, malheureusement, comme une donnée non négociable. Vous avez, par conséquent, ajouté à plusieurs reprises lors de nos différentes rencontres que vous ne feriez rien pour en atténuer le nombre dans notre département, considérant que l'Eure n'avait pas contribué à la même hauteur que l'ensemble du réseau au niveau national.

Vous avez également, lors de notre première entrevue, porté l'accent sur votre qualité de franchise dans nos futurs échanges. Je vous indiquais alors qu'il s'agissait là d'une qualité que je partageais avec vous. C'est pourquoi, je vais, à mon tour, me permettre d'être franche !

Il semblerait, monsieur le Directeur, que nous n'ayons pas la même conception de ce qu'est un dialogue social constructif et respectueux. J'en veux pour preuve, les nombreux messages que je vous ai adressés, restés sans réponse. Concernant par exemple des demandes d'inscription à l'ordre du jour en Comité Technique ( que vous nous aviez demandé de faire de manière informelle en vue de notre premier CT). Nous avons bien compris que désormais il faudrait le faire de manière réglementaire si nous voulons avoir satisfaction et encore...

Les membres du CHSCT vous ont interpellé courant novembre 2014, en tant que président de cette instance, concernant les conditions de travail plus que dégradées et la santé des agents de la trésorerie du Neubourg. A ce jour aucune réponse ne nous est parvenue !

L'apothéose, si l'on peut dire, c'est le comité technique emploi du 12 janvier dernier. Alors que vous n'aviez cessé de dire que vous n'imiteriez pas votre prédécesseur en vous bornant à supprimer des chaises vides, c'est dans au moins la moitié des cas, ce que vous avez fait ! Alors que vous aviez assuré que votre préoccupation était la santé des agents, je cite « la santé des agents ne doit pas être une variable d'ajustement » et que par conséquent dès lors qu'un service était impacté vous indiqueriez quelles sont les marges de manœuvres qui ont été trouvées afin que la charge ne se répercute pas sur les collègues restant, vous n'avez absolument rien communiqué à l'appui de la déclinaison des suppressions d'emplois empêchant ainsi la préparation d'un débat contradictoire, construit et argumenté.

Pour enfoncer le clou, vous communiquez sur Ulysse 27 en indiquant que les OS ont quitté la salle sans attendre les réponses à leurs questions. Pour notre part, nous n'avions posé aucune question, nous n'attendions pas de réponse.

Cette façon de faire est pour le moins discutable vis à vis des OS qui elles, n'ont pas le droit de pratiquer le spam !

Sans parler de la condamnation de la trésorerie de Nonancourt ! Votre volonté de fermer cette structure était déjà clairement affichée... là elle devient tellement patente que l'on frise l'idée fixe. En supprimant le poste B dont les collègues ont pourtant cruellement besoin, vous ne lui laissez plus la moindre petite chance de survie. Or, nous savons tous, qu'à effectif complet cette trésorerie, serait, certes chargée, mais viable et pourrait continuer à apporter un service public de proximité de grande qualité auprès des ordonnateurs et du public.

Quant à votre plan triennal, dire qu'il se fait attendre est un doux euphémisme... Vous le dites en attente de validation à la DG. Admettons. Ce qui est surprenant, c'est que d'autres départements ont déjà communiqué sur ce sujet. Il faut croire que l'Eure n'est pas la priorité de la Direction Générale...

Pour l'année 2015, les agents veulent de la lisibilité et exigent d'avoir les moyens d'assurer un service efficace et de qualité; nécessité absolue pour bâtir une société plus solidaire et plus juste.

Sachez, Monsieur le Directeur, que pour porter efficacement nos revendications, notre section mettra tout en œuvre afin de construire un rapport de force qui permettra à la DGFIP de rester fidèle à ses missions et à son rôle au sein de l'État. Il y a un caractère d'urgence aujourd'hui à combattre la politique ultralibérale destructrice d'emplois, des solidarités et des services publics.

Pour toutes ces raisons, vous comprendrez, Monsieur le Directeur, que je ne puisse venir trinquer avec vous.

Bien évidemment, vous ne me tiendrez pas rigueur de la franchise dont je fais preuve. Je vous adresse néanmoins, au nom de la section Solidaires Finances Publiques 27, nos meilleurs vœux pour cette année 2015.

**Pour le bureau de la section 27 de Solidaires Finances Publiques**

**Isabelle LAURENT.  
Secrétaire départementale**